Conclusions

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- annuler la lettre n° C(2018) 1418 final de la Commission, du 12 mars 2018, par laquelle la Commission a pris position, et ordonner à la Commission d'adopter une position qui ne soit pas source d'effets juridiques défavorables à la Lettonie;
- condamner la Commission aux dépens.

Moyens et principaux arguments

À l'appui du recours, la République de Lettonie soutient que, par sa prise de position, la Commission a violé non seulement l'article 263 du TFUE, produisant ainsi des effets juridiques défavorables à la Lettonie, mais également l'article 17, paragraphe 1, du TUE, lu conjointement avec l'article 3, paragraphe 1, sous d), l'article 38 et l'article 335 du TFUE, qui imposent à la Commission de veiller à ce que la Norvège applique correctement les engagements qu'elle a souscrits en vertu du traité de Paris ⁽¹⁾ s'agissant du droit des États membres de l'Union européenne à un accès non discriminatoire à la pêche dans la zone de pêche du Svalbard.

⁽¹⁾ Traité concernant le Spitzberg, signé le 9 février 1920 à Paris entre la Norvège, les États-Unis d'Amérique, le Danemark, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et l'Irlande, et les Territoires Britanniques au-delà des mers et la Suède. Disponible sur: <https://likumi.lv/ta/id/282051-par-ligumu-starp-norvegiju-amerikas-savienotajam-valstim-daniju-franciju-italiju-japanu-niderlandi-lielbritaniju-un>

Recours introduit le 8 mai 2018 — Wirecard Technologies/EUIPO — Striatum Ventures (supr)

(Affaire T-297/18)

(2018/C 240/62)

Langue de dépôt de la requête: l'anglais

Parties

Partie requérante: Wirecard Technologies GmbH (Aschheim, Allemagne) (représentant: A. Bayer, avocat)

Partie défenderesse: Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO)

Autre partie devant la chambre de recours: Striatum Ventures BV (Rosmalen, Pays-Bas)

Données relatives à la procédure devant l'EUIPO

Titulaire de la marque litigieuse: Partie requérante

Marque litigieuse concernée: Marque de l'Union européenne verbale «supr» –Marque de l'Union européenne n° 13 163 746

Procédure devant l'EUIPO: Procédure de nullité

Décision attaquée: Décision de la cinquième chambre de recours de l'EUIPO du 20 février 2018 dans l'affaire R 2028/2017-5

Conclusions

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- annuler la décision attaquée;
- condamner l'EUIPO, ainsi que l'autre partie devant la chambre de recours si cette partie intervient, aux dépens.

Moyen invoqué

Violation de l'article 8, paragraphe 1, sous b), du règlement n° 2017/1001.

Recours introduit le 16 mai 2018 — Klyuyev / Conseil

(Affaire T-305/18)

(2018/C 240/63)

Langue de procédure: l'anglais

Parties

Partie requérante: Andriy Klyuyev (Donetsk, Ukraine) (représentants: B. Kennelly, QC, J. Pobjoy, barrister, R. Gherson, et T. Garner, solicitors)

Partie défenderesse: Conseil de l'Union européenne

Conclusions

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal annuler:

- la décision (PESC) 2018/333 du Conseil du 5 mars 2018 modifiant la décision 2014/119/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, de certaines entités et de certains organismes au regard de la situation en Ukraine (JO 2018 L 63, p. 48), et
- le règlement d'exécution (UE) 2018/326 du Conseil du 5 mars 2018 mettant en œuvre le règlement (UE) n° 208/2014 concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, de certaines entités et de certains organismes eu égard à la situation en Ukraine (JO 2018 L 63, p. 5),

pour autant que ces mesures s'appliquent au requérant.

Moyens et principaux arguments

À l'appui du recours, la partie requérante invoque quatre moyens.

1. Premier moyen: le Conseil a commis des erreurs d'appréciation en considérant que le critère d'inscription du requérant visé à l'article 1^{er}, paragraphe 1, de la décision attaquée et à l'article 3, paragraphe 1, du règlement attaqué était rempli.
 2. Deuxième moyen: le Conseil a violé les droits que le requérant tire des dispositions combinées de l'article 6 et des articles 2 et 3, du TUE, ainsi que les articles 47 et 48 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne en considérant que le traitement appliqué au requérant en Ukraine respectait les droits de l'homme fondamentaux.
 3. Troisième moyen: le Conseil a violé les droits de la défense du requérant ainsi que le droit à une bonne administration et à une protection juridictionnelle effective.
 4. Quatrième moyen: le Conseil a violé, de manière injustifiée et disproportionnée, le droit de propriété du requérant et a porté atteinte à sa réputation.
-